

Questions orales

Il a fait valoir à nouveau—et je la connais—la situation particulièrement vulnérable dans laquelle les agriculteurs se trouvent à cause des prix à la baisse des céréales. C'est pour cette raison d'ailleurs que le ministre de l'Agriculture et le ministre du Commerce extérieur sont à Genève en ce moment, car nous avons une occasion unique d'essayer de mettre fin à la guerre suicidaire des subventions que se livrent les Européens et les Américains aux dépens du commerce, cette guerre qui prive les Canadiens de leur part du marché et qui fait baisser les prix de leurs produits ici même, au Canada.

Nous avons beaucoup fait—comme le premier ministre l'a reconnu, je crois—pour les producteurs, mais les prix au Canada sont encore à peu près aux niveaux de 1962. Les coûts d'exploitation pour les agriculteurs ont grimpé, mais les prix de leurs produits demeurent bas. Nous avons lancé d'excellents programmes et libéré des sommes importantes, mais j'ai fait savoir au premier ministre que dès que le ministre des Finances serait de retour, je m'entretiendrais avec lui et avec le ministre de l'Agriculture de la possibilité de restructurer des programmes afin qu'ils profitent davantage aux agriculteurs.

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre.

Hier, j'ai rencontré un citoyen de Gull Lake, en Saskatchewan, qui m'a dit que l'âge moyen des agriculteurs dans les municipalités rurales est actuellement de 61 ans et que 56 p. 100 des agriculteurs de sa localité risquent une saisie. J'estime, monsieur le Président, que nous sommes en présence d'une urgence nationale, d'une crise nationale.

Je me demande si le premier ministre va finir par se rendre compte qu'il est de son devoir de redonner confiance aux agriculteurs en leur assurant que dès qu'il rencontrera son ministre des Finances, il va lui demander d'accorder d'urgence un montant supplémentaire de 500 millions de dollars aux agriculteurs de l'Ouest. Je l'en supplie.

L'hon. Charles Mayer (ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et ministre d'État (Céréales)): Monsieur le Président, quel que soit le montant que le gouvernement va dégager pour redresser la situation, il se trouvera sûrement quelqu'un pour dire que c'est une goutte d'eau dans la mer. Nous savons bien que c'est insuffisant. Il y a des gens qui ont du mal à subvenir à leurs besoins avec les revenus qu'ils tirent de l'agriculture. Cela n'a rien de bien réjouissant pour personne.

Permettez-moi de rappeler que, d'ici juin prochain, les agriculteurs canadiens ont la possibilité de faire beaucoup d'argent dans le domaine des céréales. Tout n'est pas perdu. D'ailleurs, il y a des indices qui révèlent que les prix montent. Cette semaine encore, nous avons augmenté les paiements d'acompte dans le cas du malt et de l'orge.

On observe d'autres signes positifs tels la situation favorable du marché du blé, le fort volume des récoltes ou les résultats du programme que nous avons mis en oeuvre pour aider la Commission du blé et d'autres organismes canadiens à s'acquitter de leur mandat qui est de vendre des céréales. Nous avons tout ce qu'il faut pour assurer le transport des récoltes, plus abondantes que jamais, si bien que, la hausse de prix aidant, il y aura encore des rentrées d'argent pour les agriculteurs. Ce sont là autant de signes qui révèlent que la situation s'améliore.

M. Stan J. Hovdebo (Saskatoon—Humboldt): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au premier ministre. Hier et encore aujourd'hui, le premier ministre a dit que le gouvernement chercherait d'autres fonds pour venir en aide aux agriculteurs. Est-ce uniquement un stratagème pour renvoyer la coalition des agriculteurs chez eux avec une lueur d'espoir ou le premier ministre parle-t-il sérieusement de reconnaître que les agriculteurs ont immédiatement besoin de fonds supplémentaires?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il se trouve que je suis premier ministre d'un gouvernement qui a accru de 650 p. 100 l'aide aux agriculteurs de l'Ouest et qui leur a accordé plus d'aide que tout autre gouvernement dans l'histoire du Canada. Nous avons toujours soutenu les agriculteurs canadiens et nous continuerons en ce sens.

* * *

[Français]

LA CONSTITUTION

Mme Sheila Copps (Hamilton—Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Je suis une Canadienne hors Québec, comme beaucoup de Canadiennes et de Canadiens qui veulent avoir la possibilité de dire oui au Québec. Il y a des milliers et des milliers de Canadiens hors Québec qui veulent avoir la chance de rétablir la confiance du Québec en notre pays. Est-ce que le premier ministre va nous donner la chance, nous les Canadiens hors Québec qui croyons toujours à un pays renouvelé, de voter oui au Québec dans un référendum national?